

Comité de solidarité et de suivi de la crise que traverse le Burundi

Lettre aux partis et coalitions politiques burundais actuellement en campagne aux côtés de Nkurunziza

À l'attention de :

1. Mr. Sylvestre Ntibantungaya (candidat de Ijambo)
2. Mr. Domitien Ndayizeye (candidat de RANAC)
3. Mr. Jean Minani (candidat de Frodebu-Nyakuri)
4. Mr. Gerard Nduwayo (candidat de l'Uprona)
5. Mr. Agathon Rwasa (candidat de Mizero y'Uburundi)
6. Mr. Jean de Dieu Mutabazi (candidat de COPA)
7. Mr. Jacques Bigirimana (candidat du FNL)

Messieurs,

En dépit de la cruauté des événements consécutifs à la violation de la constitution par Mr. Nkurunziza, vous avez choisi de lui venir en aide et de l'accompagner dans ses mésaventures.

Pour cela, vous avez décidé de poser vos candidatures aux côtés de la sienne et bien évidemment vous continuez comme lui à faire campagne comme si rien n'était.

En âme et conscience seriez-vous fières de vous-mêmes en allant totalement à l'encontre :

- **Des sacrifices qu'endure la population burundaise ; vos propres concitoyens ?**
- **Aux cris et aux appels à la raison de la société civile ainsi que les autres partis politiques qui ont choisi la voie du peuple, qui est celle de la légalité ?**
- **De tous les efforts que l'ensemble de la communauté africaine et internationale est en train de faire pour forcer Nkurunziza à mettre fin à cette course mortifère ?**

Pour ce qui nous concerne, au nom de la Communauté Burundaise de Belgique, le comité de solidarité et de suivi de la crise que traverse le Burundi

- **Constate avec étonnement et profonde déception le mépris que votre attitude témoigne envers les accords d'Arusha et la constitution burundaise.**
- **Constate avec effarement le peu de considération que vous portez à l'égard de la population burundaise qui jour après jour descend dans les rues pour contester et exiger de Nkurunziza le strict respect de la constitution et des accords d'Arusha.**
- **Constate avec consternation que les flots de sangs à travers tout le Burundi et dans la capitale Bujumbura en particulier, ne vous font aucun effet.**
- **Constate avec indignation que les flux de réfugiés vers les pays voisins du Burundi ne vous inspirent aucune compassion.**

Ceci est d'autant plus troublant que certains d'entre vous sont de ceux qui ont négocié les accords d'Arusha.

Comment peut-on comprendre, que d'anciens présidents de la république, que d'anciens ambassadeurs et d'autres personnalités sensées être mieux éclairées pour défendre un Etat de droit au Burundi, puissent souiller leur honorabilité en acceptant de se mettre en compétition avec un hors la loi qui un certain 26 avril 2015 a décidé d'ignorer les accords d'Arusha, de déchirer la constitution et qui au jour le jour verse le sang de son peuple qui ne réclame qu'une seule chose :

Le strict respect de la constitution, celle-là même sur laquelle il a juré par deux fois, respect et fidélité lors de son entrée en fonction.

Comme le dit l'adage : «**Ikiza kirahera, mugabo igihemu kibi ntigihera**».

Nous attendions de vous la dignité des « bashingantahe », aux côtés de votre population pour exiger un retour à la légalité et à l'éthique démocratique.

Nous avons du mal à réaliser que du haut de vos titres les uns aussi respectueux que les autres, vous puissiez faire montrer de si peu de discernement en étalant au grand jour une telle étroitesse d'esprit et un tel niveau d'opportunisme. Comme l'on dit : « ba mpemuke ndamuke ! »

Cependant, nous ne désespérons pas, c'est pourquoi :

- **Nous vous demandons de faire montre d'un minimum de solidarité avec votre peuple pour exiger la dignité et arrêter cette course déshonorante.**
- **Nous vous demandons de vous retirer publiquement et sans délais de cette campagne qui ne rime à rien.**

En attendant, le comité de solidarité et de suivi de la crise que traverse le Burundi, réaffirme que le retrait de la candidature de Mr. Nkurunziza qui viole la constitution et les accords d'Arusha, est une condition sine qua none pour la tenue des élections régulières au Burundi.

Nous considérons que toute association à ce projet indigne qui viole les textes fondamentaux du pays par Mr. Nkurunziza, est à la fois un acte de haute trahison contre le peuple burundais et un acte de compromission de la paix et de la stabilité de toute la sous-région.

Pour le Comité de Solidarité et de suivi de la Crise que traverse
le Burundi.

Fait à Bruxelles, le 27 mai 2015

Mames Bansubiyeko

Coordinateur